

Audience publique du 6 octobre 2008

Recours formé par
Madame ... et Monsieur ..., ...
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 23395 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 31 août 2007 par Maître Vanessa Fober, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Madame ... et de son époux, Monsieur ..., demeurant ensemble à L-..., tendant principalement à la réformation, et subsidiairement à l'annulation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 30 mai 2007, no C 13863 du rôle, ayant rejeté comme non fondées les réclamations dirigées contre les bulletins rectificatifs de l'impôt sur le revenu des années 2002 et 2003 et le bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 2004, tous émis en date du 6 décembre 2006 par le bureau d'imposition de Dudelange ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 17 décembre 2007 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Vanessa Fober et Madame le délégué du gouvernement Monique Adams en leurs plaidoiries respectives.

En date du 23 février 2005, le bureau d'imposition de Dudelange, section des personnes physiques de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par « le bureau d'imposition », émit des bulletins de l'impôt sur le revenu pour l'année 2002, ainsi que des bulletins de l'impôt sur le revenu pour l'année 2003 à l'égard de Monsieur ... respectivement de son épouse, Madame

Par courrier du 13 septembre 2006, le bureau d'imposition informa Monsieur ... et son épouse Madame ..., ci-après désignés par « les époux ...-... », conformément au paragraphe 205, alinéa 3 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », qu'il envisageait de procéder à la rectification des impositions sur le revenu des années 2002 et 2003, ainsi qu'à l'établissement de leur imposition sur le revenu pour l'année 2004, tout en précisant que les rectifications porteraient sur les points suivants :« (...)

- *année 2002 augmentation de la rémunération brute de euros 8466,84 pour usage d'une voiture de service*

- *année 2003 augmentation de la rémunération brute de euros 8466,84 pour usage d'une voiture de service*
- *année 2004 augmentation de la rémunération brute de euros 9903,42 pour usage d'une voiture de service ».*

Le bureau d'imposition invita les époux ...-... à présenter leurs observations quant aux impositions envisagées.

Par courrier du 5 octobre 2006, Monsieur ... informa le bureau d'imposition qu'il n'acceptait pas les redressements envisagés pour trois raisons. Premièrement, il estimait que les différentes reprises pour usage privé d'une voiture de service étaient exagérées. En deuxième lieu, il estimait qu'une reprise éventuelle ne pouvait pas avoir pour conséquence une augmentation de sa rémunération. Enfin, il estimait que les conditions justifiant une rectification des impositions des années 2002 et 2003 étaient douteuses puisque l'administration aurait eu connaissance de sa situation au moment de l'établissement de ces impositions.

Par courrier du 23 octobre 2006, le bureau d'imposition prit position par rapport aux observations formulées par Monsieur Il estima que d'après l'article 104 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, désignée ci-après par « LIR », la mise à disposition d'une voiture de service par un employeur à son salarié serait à considérer comme revenu net provenant d'une occupation salariée. Pour Monsieur ..., la majoration de son salaire auprès de la société U. s.a. n'aurait pas engendré un supplément d'impôt sur son salaire du fait qu'il dispose d'une fiche additionnelle en classe d'impôt « *deux-deux* » avec un taux de retenue de 0%. Le bureau d'imposition n'aurait pu procéder à une rectification des impositions que suite au « *renvoi établi par le bureau RTS Esch/Alzette et renseignant un supplément de salaire* ».

Par courrier du 9 novembre 2006, Monsieur ... informa le bureau d'imposition qu'il maintenait toutes les observations formulées dans son courrier du 5 octobre 2006.

En date du 6 décembre 2006, le bureau d'imposition émit des bulletins d'impôt sur le revenu rectifiés pour les années 2002 et 2003 à l'égard des époux ...-..., ainsi que des bulletins de l'impôt sur le revenu pour l'année 2004.

Par courrier du 6 mars 2007, Monsieur ... introduisit une réclamation contre les bulletins émis en date du 6 décembre 2006 auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par « le directeur ».

Le 30 mai 2007, le directeur répondit à la réclamation introduite en date du 6 mars 2007 et prit à l'égard de Monsieur ... la décision suivante, répertoriée sous le numéro C 13863 du rôle :

« Vu la requête introduite le 7 mars 2007 par le sieur ..., demeurant à L-..., pour réclamer contre les bulletins rectificatifs de l'impôt sur le revenu des années 2002 et 2003, ainsi que contre le bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 2004, tous émis le 6 décembre 2006;

Considérant que les bulletins originaux, tous émis le 23 février 2005, ont été redressés sur base du § 222 alinéa 1, n° 1 AO par bulletins rectifiés du 6 décembre 2006;

Vu le dossier fiscal;

Vu les § 228 et 301 de la loi générale des impôts (AO);

Considérant que l'introduction par une requête unique de trois demandes distinctes, mais néanmoins semblables, empiète sur le pouvoir discrétionnaire du directeur des contributions de joindre des affaires si elles sont connexes, mais n'est pas incompatible en l'espèce avec les exigences d'une procédure ordonnée ni dommageable à une bonne administration de la loi; qu'il n'y a pas lieu de la refuser;

Considérant que les réclamations ont été introduites par qui de droit (§ 238 AO), dans les formes (§ 249 AO) et délais (§ 245 AO) de la loi, qu'elles sont partant recevables;

Considérant que le réclamant fait grief au bureau d'imposition d'avoir imposé « des reprises pour usage privé d'une voiture de service » ;

Considérant qu'en vertu du § 243 AO, une réclamation régulièrement introduite déclenche d'office un réexamen intégral de la cause, sans égard aux conclusions et moyens du requérant, la loi d'impôt étant d'ordre public (décision dir. du 9.9.1991 n° C 7640 du rôle);

qu'à cet égard le contrôle de la légalité externe de l'acte doit précéder celui du bien-fondé (décision dir. du 21.5.1993 n° C 7444 du rôle);

qu'en l'espèce la forme suivie par le bureau d'imposition ne prête pas à critique;

Considérant que le réclamant conteste formellement les différentes reprises pour usage privé d'une voiture de service et qu'une reprise éventuelle ne saurait d'autre part pas influencer sa rémunération mais pourrait tout au plus conduire à une distribution cachée de bénéfices dans le cadre de la société;

qu'il serait pour le moins douteux que les redressements des bulletins de l'impôt sur le revenu des années 2002 et 2003 remplissent les conditions du § 222 alinéas 1 et 2 AO;

Considérant que l'instruction a révélé que le réclamant est associé majoritaire de la société U. SA et que cette société a mis à la disposition du réclamant une voiture de service pendant les années litigieuses,

que cette mise à la disposition d'une voiture de service n'est pas contestée par le réclamant;

Considérant qu'en l'occurrence, la société a contracté un crédit-bail auprès de BIL Lease pour une voiture d'occasion BMW M5 débutant le 3 décembre 2001 (n° contrat 200111058/00) et pour une voiture d'occasion Volkswagen Phaeton débutant le 10 juin 2004 (n° contrat 20405079/00);

que ces voitures ont été mises à la disposition du réclamant suivant information de la société U. SA;

Considérant qu'aux termes de l'article 104 alinéa 1 de la loi concernant l'impôt sur le revenu (L.I.R.) sont considérés comme recettes tous les biens et avantages, tant en espèces qu'en nature, mis à la disposition du contribuable dans le cadre de l'une des catégories de revenus nets mentionnées aux numéros 4 et 8 de l'article 10 L.I.R.

que suivant alinéa 2 du même article, les biens et avantages ne consistant pas en espèces, tels que le logement, le chauffage, la nourriture, les marchandises et autres prestations, sont estimés aux prix moyens usuels du lieu de consommation ou d'usage et de l'époque de la mise à disposition;

Considérant qu'il en est de même des avantages en nature accordés aux actionnaires de sociétés de capitaux en leur qualité de salarié de la société qui sont à considérer comme revenu d'une occupation salariée au sens de l'article 95 L.I.R. (circulaire L.I.R. numéro 104/1 du 16 juin 1995, chapitre 6);

Considérant qu'est à considérer comme voiture de service le véhicule appartenant à l'employeur ou pris en leasing ou en location par ce dernier et servant à ses besoins professionnels, mais qui peut aussi être utilisé par le salarié pour ses déplacements privés;

qu'à défaut de carnet de bord, l'évaluation forfaitaire de l'avantage se base sur le prix global d'acquisition du véhicule à l'état neuf, y compris options et TVA;

que la même valeur doit être mise en compte dans le cas d'un contrat de leasing ou de location et qu'il en est de même lorsqu'il s'agit d'une voiture d'occasion;

que la valeur mensuelle de l'avantage est fixée à 1,5% de la valeur du véhicule neuf telle que décrite ci-dessus;

Considérant qu'en l'espèce l'avantage en nature a été évalué comme suit:

<i>Année</i>	<i>Prix de la voiture TTC</i>	<i>Taux</i>	<i>Avantage mensuel</i>	<i>Avantage annuel</i>
2002	47.038	1,5%	705,57	8.466,84
2003	47.038	1,5%	705,57	8.466,84
2004	47.038	1,5%	705,57 x 6	9.903,42
	63.000	1,5%	945 x 6	

Considérant que ces avantages en nature ont été constatés par le bureau d'imposition RTS Esch lors d'une vérification des retenues d'impôts des années 2002, 2003 et 2004 effectuée en janvier 2006 et communiquée à la société U. SA par bulletin émis le 31 janvier 2006;

Considérant qu'en vertu du § 222 alinéa 1^{er} numéro 1 AO un bulletin d'impôt ne peut être rectifié que dans le cas où le bureau d'imposition a connaissance de faits ou de moyens de preuve nouveaux justifiant une augmentation de la cote d'impôt pour autant que l'impôt n'est pas atteint par la prescription;

Considérant que le bureau d'imposition RTS Esch avait communiqué les constations (sic !) faites pour les années litigieuses au bureau d'imposition en date du 31 janvier 2006 donc postérieurement aux bulletins originaires de 2002 et 2003, tous émis en date du 23 février 2005;

que lors des premières impositions, le bureau d'imposition du réclamant ne pouvait avoir connaissance des revenus litigieux alors qu'il se fondait sur le certificat de rémunération et la déclaration d'impôt qui ni l'un ni l'autre n'en firent état;

Considérant qu'il résulte des développements qui précèdent que c'est suite à des faits nouveaux que le bureau d'imposition a procédé, à juste titre, à une rectification des bulletins originaires des années 2002 et 2003 en vertu du § 222 alinéa 1^{er} numéro 1 AO;

Considérant que le revenu d'une occupation salariée du réclamant de l'année 2004 a également été majoré à juste titre par le montant de l'avantage en nature constaté lors de l'imposition par voie d'assiette;

Considérant que pour le surplus, les impositions sont conformes à la loi et aux faits de la cause et ne sont d'ailleurs pas contestées;

Par ces motifs

reçoit les réclamations en la forme,

les rejette comme non fondées.»

Par requête déposée le 31 août 2007, les époux ...-... ont introduit un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la décision précitée du directeur du 30 mai 2007.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 228 AO et de l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur ayant statué sur les mérites d'une réclamation contre un bulletin de l'impôt sur le revenu. Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation. Le recours subsidiaire en annulation est partant irrecevable.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement conclut en premier lieu à l'irrecevabilité du recours dans la mesure où il a été introduit par Madame ... en invoquant qu'elle n'aurait pas été partie à la décision directoriale déférée, de sorte qu'elle n'aurait pas qualité pour introduire un recours contentieux contre ladite décision. Lors de l'audience des plaidoiries, le mandataire des demandeurs expliqua que Monsieur ... aurait introduit la réclamation auprès du directeur au nom des deux époux.

Force est de constater qu'une réclamation introduite par un époux en son seul nom ne rend pas automatiquement l'autre époux partie à cette voie de recours. Il s'ensuit qu'en l'absence de réclamation séparée par le conjoint, le recours contentieux introduit par les deux époux encourt l'irrecevabilité *omisso medio* dans la mesure où il est introduit au nom du conjoint n'ayant pas réclamé¹.

¹ cf. trib. adm. 25 août 1999, no 10456 du rôle, Pas. adm. 2006, V^o Impôts, no 441 et autres références y citées

En l'espèce, il ressort des pièces versées au dossier que tant les courriers de contestation précités des 5 octobre 2006 respectivement 9 novembre 2006 que la réclamation du 6 mars 2007 indiquent comme expéditeur unique et sont signés exclusivement par Monsieur ..., sans qu'aucune référence à Madame ... ne soit faite. Seul Monsieur ... a donc introduit une réclamation contre la décision directoriale déferée. Il s'ensuit qu'à défaut pour Madame ... d'avoir réclamé préalablement contre la décision du directeur du 30 mai 2007, son recours contentieux dirigé contre ladite décision est irrecevable *omissio medio*.

Le recours en réformation, introduit par Monsieur ..., ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai de la loi, est recevable.

A l'appui de son recours, Monsieur ... prend d'abord position par rapport aux bulletins rectificatifs de l'impôt sur le revenu, émis le 6 décembre 2006 pour les années 2002 et 2003. Il fait valoir qu'en vertu du paragraphe 222 alinéas 1er et 2 AO, un bulletin d'impôt ne pourrait être rectifié que dans le cas où le bureau d'imposition aurait connaissance de faits ou de moyens de preuve nouveaux, justifiant une augmentation de la côte d'impôt pour autant que l'impôt n'est pas atteint par la prescription. Or, en l'espèce, aucun fait nouveau ne serait intervenu postérieurement aux bulletins initiaux de l'impôt sur le revenu émis le 23 février 2005, puisque le bureau d'imposition compétent pour l'imposition de la société U. s.a. l'employant aurait été parfaitement au courant que la société mettait une voiture de service à sa disposition. Le bureau d'imposition ne pourrait donc pas prétendre que ces informations concernant la voiture de service ne lui auraient été communiquées qu'en date du 31 janvier 2006.

En second lieu, Monsieur ... prend position par rapport au bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 2004 et, dans un ordre subsidiaire, par rapport aux bulletins rectificatifs de l'impôt sur le revenu, émis le 6 décembre 2006 pour les années 2002 et 2003. Il conteste utiliser les voitures mises à sa disposition par la société U. s.a. à des fins privées, ni même pour les trajets de son domicile vers son lieu de travail, alors que les deux seraient situés à Bettembourg. Or, la mise à disposition d'un véhicule dans un cadre strictement commercial ne relèverait pas du chapitre 3 de la circulaire LIR 104/1 du 16 juin 1995. En tout état de cause, dans la mesure où il serait l'associé majoritaire de la société U. s.a., le chapitre 6.2 de la circulaire LIR 104/1 du 16 juin 1995 serait applicable en l'espèce et partant l'avantage relatif à l'utilisation d'une voiture à des fins commerciales serait à considérer comme distribution de bénéfice et non point comme augmentation de la rémunération. De ce fait, il appartiendrait au bureau d'imposition de la société U. s.a. d'analyser la nature « *des frais ainsi engendrés* ».

Le délégué du gouvernement estime qu'il ressortirait des pièces versées en cause que le bureau d'imposition n'aurait eu connaissance des revenus litigieux qu'après l'émission des bulletins de l'impôt sur le revenu pour les années 2002 et 2003. La connaissance par un autre bureau d'imposition de l'achat de voitures de service, ne serait pas opposable au premier bureau. Il fait encore valoir que, faute de carnet de bord, ce serait à bon droit que le directeur aurait estimé que la société U. s.a. aurait mis à disposition du demandeur un véhicule destiné à ses besoins professionnels et privés.

Aux termes du paragraphe 222 AO : « *Hat bei Steuern, bei denen die Verjährungsfrist mehr als ein Jahr beträgt, das Finanzamt nach Prüfung des Sachverhalts einen besonderen, im Gesetz selber vorgesehenen schriftlichen Bescheid (...) erteilt, so findet, soweit nichts anderes vorgeschrieben ist, eine Änderung des Bescheids (...) nur statt: 1. wenn neue Tatsachen oder Beweismittel bekanntwerden, die eine höhere Veranlagung rechtfertigen, und die Verjährungsfrist noch nicht abgelaufen ist; (...)».*

Cet article dispose donc que le bureau d'imposition peut procéder à la rectification d'un bulletin d'impôt chaque fois que des faits nouveaux apparaissent, dont le bureau d'imposition n'a eu connaissance qu'après l'émission du bulletin d'impôt initial. La notion de « *neue Tatsache* » englobe tout fait ou acte quelconque qui est susceptible de constituer isolément ou ensemble avec d'autres faits ou actes une base d'imposition de l'impôt en cause et dont le bureau d'imposition compétent n'a eu connaissance qu'après l'émission du bulletin d'impôt initial sans que le contenu des déclarations antérieures du contribuable n'ait été de nature à donner lieu à des doutes raisonnables dans le chef du bureau d'imposition².

Ainsi, dès lors qu'il n'est pas établi que le bureau d'imposition était susceptible d'avoir connaissance de certains faits au moment de l'émission d'un bulletin d'impôt et du moment que les déclarations antérieures du contribuable n'ont pas été de nature à donner lieu à des doutes raisonnables dans le chef du bureau d'imposition, il y a lieu de considérer que le bureau d'imposition n'a eu connaissance de ces faits qu'après l'émission des bulletins d'impôt.

En l'espèce, les bulletins de l'impôt sur le revenu initiaux pour les années 2002 et 2003 ont été émis le 23 février 2005. Les bulletins rectificatifs ont été émis le 6 décembre 2006. Il ressort des pièces versées au dossier ainsi que des explications fournies par le mandataire du demandeur à l'audience des plaidoiries que le demandeur est à la fois associé majoritaire et salarié de la société U. s.a. Par ailleurs, le tribunal est amené à constater que malgré le peu de pièces versées au dossier, il est constant en cause pour ne pas être contesté par le demandeur, d'une part, que la société U. s.a. lui a mis à disposition deux voitures de service, et, d'autre part, qu'il n'a jamais informé le bureau d'imposition de Dudelage, responsable pour émettre le bulletin de l'impôt sur le revenu à son égard, de la mise à disposition de ces voitures. Force est encore au tribunal de constater que le demandeur n'indique pas à quel moment la société U. s.a., voire lui-même, ont informé le bureau d'imposition des sociétés de la mise à disposition de ces voitures. Il ressort encore des pièces versées au dossier et plus précisément du courrier du 5 octobre 2006 adressé par le demandeur au bureau d'imposition de Dudelage que les bulletins d'impôt concernant la société U. s.a. ont été émis en date du 15 février 2006, soit après l'émission des bulletins de l'impôt sur le revenu initiaux, émis le 23 février 2005.

Au vu des considérations qui précèdent et surtout du fait que le demandeur n'indique pas à partir de quel moment le bureau d'imposition des sociétés avait connaissance de la mise à disposition des deux voitures, le tribunal est amené à constater que le demandeur reste en défaut d'établir en l'espèce que le bureau

² cf. trib adm. 17 février 2005, Pas. adm. 2006, V° Impôts, no 360 et autres références y citées.

d'imposition de Dudelange aurait pu avoir connaissance de la mise à disposition des voitures, au moment de l'émission des bulletins d'impôt sur le revenu initiaux. Par ailleurs, étant donné que le demandeur affirme ne jamais avoir informé le bureau d'imposition de Dudelange de la mise à disposition des voitures, ses déclarations n'étaient pas de nature à donner lieu à des doutes raisonnables dans le chef du bureau d'imposition. Il y a partant lieu de considérer que le bureau d'imposition de Dudelange n'a eu connaissance de la mise à disposition des voitures par la société U. s.a. au demandeur, qu'après l'émission des bulletins d'impôt sur le revenu initiaux. C'est partant à juste titre que le directeur a estimé dans la décision déférée qu'en vertu du paragraphe 222 AO, le bureau d'imposition de Dudelange pouvait procéder à une rectification des bulletins d'impôt initiaux en raison de l'apparition de faits nouveaux.

Le moyen afférent est partant à écarter pour ne pas être fondé.

Quant à l'imposition même de la mise à disposition d'une voiture de service, il y a lieu de constater de prime abord que dans la mesure où le tribunal n'est saisi que dans la limite des moyens invoqués et que le demandeur se limite dans son recours à contester le principe même de l'imposition d'une voiture mise à disposition comme revenu provenant d'une occupation salariée sans contester la détermination du montant du revenu provenant de l'utilisation de cette voiture, l'analyse du tribunal ne portera que sur la question du principe d'imposition retenu par la décision déférée.

Aux termes de l'article 104 LIR: *« (1) Sont considérés comme recettes tous les biens et avantages, tant en espèce qu'en nature, mis à la disposition du contribuable dans le cadre de l'une des catégories de revenus nets mentionnées aux numéros 4 à 8 de l'article 10.*

(2) Les biens et avantages ne consistant pas en espèces, tels que le logement, le chauffage, la nourriture, les marchandises et autres prestations, sont estimés aux prix moyens usuels du lieu de consommation ou d'usage et de l'époque de la mise à disposition. (...) ».

L'article 10 point 4 LIR, auquel renvoie l'article 104 LIR, énumère comme catégorie de revenus nets le revenu net *« provenant d'une occupation salariée »*. L'article 95 LIR de son côté définit comme revenu d'une occupation salariée : *« les rémunérations touchées par les administrateurs et autres personnes exerçant des fonctions analogues auprès de sociétés par actions, des sociétés à responsabilité limitée, des sociétés coopératives ou d'autres collectivités au sens des dispositions régissant l'impôt sur le revenu des collectivités, dans la mesure où ces rémunérations sont accordées en raison de la gestion journalière des sociétés ou collectivités »*.

Il ressort de la lecture conjointe de ces articles que les avantages en nature concédés aux associés d'une société de capitaux en leur qualité de salarié sont à considérer comme revenus d'une occupation salariée.

En l'espèce, il y a lieu de rappeler en premier lieu que le demandeur ne conteste pas la mise à disposition de deux voitures de service de la part de la société U. s.a. et qu'il ressort des pièces versées au dossier ainsi que des explications fournies lors de l'audience des plaidoiries que le demandeur est associé majoritaire et salarié de la société U. s.a.

Force est dès lors au tribunal de constater qu'une voiture appartenant à l'employeur ou prise en crédit-bail par ce dernier et mise à disposition du salarié pour ses besoins professionnels et privés est à considérer comme avantage en nature, au sens de l'article 104 LIR. Si le demandeur choisit personnellement de ne pas utiliser cette voiture à des fins privées, il garde toutefois la possibilité de ce faire et la voiture est toujours à considérer comme un avantage en nature.

Au vu des considérations qui précèdent, le tribunal est amené à constater que c'est à juste titre que le directeur a considéré la mise à disposition d'une voiture à un associé, qui est également salarié d'une société de capitaux, comme avantage en nature constituant un revenu provenant d'une occupation salariée et non point comme distribution de bénéfice.

Le recours est partant à rejeter pour n'être fondé dans aucun de ses moyens.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

se déclare compétent pour connaître du recours en réformation ;

déclare le recours en réformation irrecevable, dans la mesure où il a été introduit par Madame ... ;

reçoit le recours en réformation en la forme pour le surplus ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

déclare irrecevable le recours en annulation introduit à titre subsidiaire ;

condamne les demandeurs aux frais.

Ainsi jugé par :

Carlo Schockweiler, premier vice-président,
Martine Gillardin, premier juge,
Françoise Eberhard, juge,

et lu à l'audience publique du 6 octobre 2008 par le premier vice-président, en présence du greffier Claude Legille.

s. Legille

s. Schockweiler